L'ABEILLE.

Journal consacré à l'Etat, au Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

JOURS DE PUBLICATION : LUNDI, MERCREDI, VENDREDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI, 20 JUILLET 1836.

POUR PRESIDENT.

M. VAN BUREN.

POUR VICE-PRESIDENT :

RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que moi seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis s'exprime ainsi présentement, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je dévouerais, dans l'exercice de mes fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Colombia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

Les Creeks.—Un parti assez nombreux de Creeks est arrivé en notre ville Lundi dernier, à bord de quelques barges venant de la Mobile, et remorquées par un bateau à vapeur. Comme tant d'autres de nos concitoyens, nous avons cédé à ce mouvement de curiosité qui les portait à aller voir une fraction de cette peuplade d'Indiens qui, peu de jours auparavant avait levé l'étendard de la révolte et s'était livrée à des actes de violence et de barbarie qu'aucun antécédent ne sanctionnait ou n'excusait. Nous n'avons trouvé dans ces Creeks rien qui annonçat les ennemis jurés des Américains; leur contenance était celle d'une tribu qui s'est soumise sans en être venue à des mesures hostiles; la plus grande confiance semblait régner sur leur physionomie. Le dirions nous aussi? Nous nous étions attendu à voir des guerriers, des hommes robustes variés par la force de nos armes: rien de tout cela. La plupart de ces Creeks n'étaient que des femmes, des enfans et des vieillards. Peu d'hommes vigoureux se trouvaient parmi eux. Ainsi donc, nous avons été grandement trompé dans notre attente. Quoiqu'il en soit, néanmoins, soit que ces Indiens se soient volontairement soumis ou qu'ils aient été contraints par la force à capituler, nous savons pertinemment qu'il a toujours été dans l'intention et la volonté de notre gouvernement de les traiter avec douceur, et de leur offrir tous les moyens possibles de se transporter commodément dans la nouvelle patrie qu'on leur a désignée. Ce n'est donc qu'avec un sentiment de surprise que nous avons vu traîner, pour ainsi dire ces infortunés, sur une plage entièrement découverte, et les exposer ainsi à toute la rigueur d'un soleil brûlant où à une pluie abondante. La seule humanité n'exigeait-elle pas que l'on eut plus d'attention et de soins pour ces malheureux? Ah sans doute! car parmi eux se trouvaient des malades, des enfans en bas âge, des vieillards courbés sous le poids des années, qui ne résisteraient pas à la fatigue du voyage qu'ils ont entrepris sans les secours que réclamaient leur triste situation. D'après ce que nous avons nous même vu, nous ne trouvons donc pas étonnant que plusieurs de ces indiens soient morts presque subitement. Nous pouvons même affirmer que les autres éprouveront le même sort, si l'on n'apporte aucun changement à leur condition actuelle. Les hommes chargés de la conduite de ce parti d'Indiens n'auraient-ils pas mieux rempli le vœu du gouvernement général en les faisant transporter par le chemin de fer de Pontchartrain et leur assignant pour demeure jusqu'au moment de leur départ de la Nouvelle Orléans. ces vastes hangards de l'ancienne habitation Darcantel, à Gentilly?

10 Heures du soir. Nous venons d'apprendre que l'agent du gouvernement des Etats-Unis s'était procuré quelques hangards où il avait logé les Indiens. Ces malheureux seront au moins à l'abri des intempéries de l'air.

Des bruits ayant circulé que la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle Orléans et de Pontchartrain, avaient refusé de transporter les Indiens nouvellement arrivés, à moins qu'on ne payât le tarif ordinaire, nous sommes autorisé par le Président de la dite compagnie, à déclarer qu'aucune proposition n'a été faite à ce sujet, et que, s'il y en avait eu aucune, la compagnie se serait empressée de faire une déduction raisonnable.

Le *Louisiana Advertiser* d'hier, dans un article moitié ironique, moitié doctoral, nous censure pour avoir dit que Madison avait été un des rédacteurs de la déclaration de notre indépendance: et pour démontrer l'erreur dans laquelle nous serions tombé, il nous jette au nez avec un ton d'autorité qui ne laisse aucun doute sur la vérité de son assertion, que Charles Carroll fut le dernier signataire de cette déclaration. Vraiment c'est une singulière manière de prouver qu'on a raison.

Si le Louisiana ne sait rien de l'histoire du pays, ce n'est pas notre faute: nous le conseillerons cependant d'étudier ses auteurs avant que de se décider à suivre son penchant à la critique. Deux erreurs se sont glissées néanmoins dans notre article nécrologique; nous avons dit que M. Madison a été membre du Sénat des Etats Unis, lorsque réellement nous savions qu'il n'avait jamais appartenu à cette chambre. Nous avons dit également que Madison avait cessé d'être président en 1813 c'est une faute typographique qui nous a échappé en lisant l'épreuve. Nous remercions notre confrère de nous les avoir signalées. Mais une remarque qui ne vaut pas certes un remerciement, c'est celle par laquelle il nous accuse d'avoir fait de Madison le père de la démocratie actuelle. Quoique ce grand homme n'ait pas eu à lui seul toute le gloire d'avoir éclairé le peuple sur les menées des Etats de la Nouvelle Angleterre, et d'avoir réussi à maintenir intact notre système de fédération, peut-on nous censurer avec justice d'avoir marqué la première rang à Madison parmi ceux qui ont réussi à conjurer l'orage qui menaçait la nation. C'est un major général qui a tout fait, dit le *Louisiana*. Ce sont les bayonnettes qui ont fait disparaître la Convention d'Hartford.—Vraiment pour chercher à nuire à la véracité d'un confrère, c'est faire preuve de bien peu de tact, surtout quand il n'existe pas une seule page des écrits immortels de Madison qui n'ait en quelque sorte un rapport direct avec la question du Connecticut. Malheureusement pour nous, nous n'avons pas nos auteurs sous les yeux pour faire toutes les citations nécessaires: mais de mémoire nous tacherons de présenter une seule qui sera peut-être sans réplique pour le *Louisiana*, elle se trouve dans une communication adressée par Madison, à la Législature de cet Etat:

"La prospérité de ces Etats (ceux de l'Est) est fondée sur une réciprocité d'intérêts si claire, et les relations constitutionnelles, entre les autorités du gouvernement général et de l'Etat, sont telles qu'on doit espérer que toutes les erreurs révolutionnaires à ce sujet céderont bientôt à la réflexion, ET QUE LES ERREURS VOLONTAIRES, ETANT EN PETIT NOMBRE, NE RESISTERONT PAS LONGTEMS A L'IMPULSION GENERALE.

Avec cette seule citation, nous bornerons notre réponse à l'Editeur du Louisiana.

Le *Louisiana Advertiser* se plaint de notre prolixité dans notre article de Madison; mais ne doit-on pas admirer son laconisme? Il prend une demi colonne pour nous dire que l'ex-Président a été un aimable homme.

UN MERLE BLANC A GAGNER!

Quelques uns de nos abonnés nous autorisent à annoncer qu'ils consentent à donner un merle blanc à quiconque leur fera voir un numéro des journaux de Paris du 26 mai dernier. Quoique nous publiens cette offre libérale, nous ne sachions pas cependant que personne en ville puisse aspirer à la récompense, si ce n'est le Courrier de la Louisiane, qui vient de recevoir par, nous ne savons quelle voie, des gazettes de cette date. Si donc il désire avoir le merle en question, il voudra bien se transporter au bureau de l'ABEILLE, muni des pièces à l'appui de sa demande: nous nous chargeons, quant à nous de fournir, à nos frais et dépens, la cage dans laquelle il logera son trésor. Nous garantissons d'avance que le bec sera de diamant, et les *fil de fer*, d'or massif.

Les dernières journaux, reçus de Paris par l'éditeur du Courrier annoncent que, dans toute la France, on s'occupe séparément des chemins vicinaux de grande communication. Nous n'avons pas eu le bonheur de recevoir les journaux dont parle le Courrier; mais il y a plus de trois mois que nous avons parlé de ces chemins comme d'une chose à laquelle songeait sérieusement le gouvernement.

Les numéros des journaux français du 26 mai, seront sans doute des duplicata de ceux de février dernier.

Le courrier est vraiment malheureux dans ses compilations; il songe maintenant à l'Espagne, et parle de la prise de Bequéro, des batailles d'Unza et d'Orduña, de la capitulation de St. Sébastien, comme si ces événemens étaient ce qu'il y a de plus récent dans la malheureuse campagne de la Péninsule.

Pas de malle du Nord hier. Nous en avons cependant obtenu une incomplète, avant-hier, qui nous a fourni des gazettes de N. York et de Philadelphie du 9, et de Charleston de la même date dernière, nous avons trouvé des détails qui ont eu lieu au Congrès. Il paraît que nous publierons aujourd'hui de la correspondance du Southern Patriot datée d'une manière assez détaillée de la question de Texas au Sénat des Etats-Unis.

Une partie de la maison rue de Chartres, entre les rues St. Louis et Conti occupée par MM. Geux et Compagnie, imprimeurs, a été écroulée, soit par l'effet de l'averse qui tomba depuis deux jours, soit par la vétusté ou le peu de solidité de l'édifice.

—A cette époque, le même accident menaça d'arriver à la maison que l'on bâtit actuellement dans la même rue, entre celles de la Douane et Bienville, et à l'Eglise Presbytérienne, occupée par les rues Bourbon et du Canal. Dernièrement comme celui-ci, où nous nommes appelés un jour à l'autre à quelque coup de temps, ne serait-il pas convenable que l'architecte fit des enquêtes à ce sujet et ordonnat telles réparations que le cas peut exiger impérieusement?

LE CORREO ATLANTICO.

Ce journal hebdomadaire, rédigé par un homme dont tout le monde se plaît à reconnaître l'habileté, est, sans contredit, un des plus intéressans qui se publient maintenant aux Etats-Unis. L'intervalle qui règne entre chaque numéro était pour l'éditeur un de ces obstacles difficiles à vaincre. Cependant il en a su triompher; et grâce au tact qu'il possède à un degré supérieur, il a toujours réussi à offrir à ses lecteurs une feuille attrayante, tant sous le rapport du choix des nouvelles qu'elle contient que par le mérite des réflexions éditoriales dont il les accompagne. La question actuelle du Texas est, entr'autres, celle dans laquelle M. Santangelo-fait preuve d'une connaissance profonde comme philosophe et comme publiciste. Nous nous plaisons à rendre publiquement cette justice au *Correo Atlantico*, afin que l'Editeur ne s'imagine pas que si nous avons, dans un moment de bonne humeur, parlé de quelques petites feuilles cancanières, qui pouvaient se passer de l'arrivée de la malle, nous ayons voulu faire allusion à son journal que nous considérons être essentiellement politique et littéraire et nullement *cancanier*. Un petit format n'ôte rien au mérite d'une feuille, surtout, lorsque, comme le fait si bien M. Santangelo, on peut démontrer la vérité de ce vieil adage "dans les petites boites les bons onguents"

Accident sur un chemin de fer.

Nous lisons sur les feuilles de New-York, du 1er. du courant le récit d'un événement déplorable qui avait eu lieu deux jours auparavant sur le chemin de fer conduisant de Boston à Providence. Cet événement est attribué entièrement à l'imprudence de l'ingénieur de la machine: voici comment il eut lieu.

Le train des chars était parvenu déjà à l'endroit appelé "le détour de l'Hôtel Trémont", à environ 3 milles de distance de Boston. Sa vitesse moyenne était à raison de 20 milles à l'heure: quand tout-à-coup les chars qui font le trajet de Boston à Dedham arrivèrent de leur côté; ils devaient passer les uns et les autres par le point d'intersection des deux chemins. Quatre-vingt yardes seulement les séparaient; et tout ce que purent faire les ingénieurs pour arrêter l'élan de leurs machines respectives fut inutile: les chars vinrent en contact les uns avec les autres: ceux de chemin de la Providence, soit qu'ils fussent plus solidement conditionnés, ou bien que la rapidité avec laquelle ils se mouvaient fut plus grande, passèrent sur les autres et les mirent en pièces. 20 personnes furent grièvement blessées par cet accident parmi lesquelles on compte cinq à six qui n'en réchapperont pas. Presque tous les passagers étaient des marins qui allaient s'embarquer à Charlestown; le lieutenant Rush, qui les conduisait eut la jambe fracturée près de la hanche; il fallut l'amputer de suite. On pensait qu'il succomberait à sa blessure. Parmi les individus qui se trouvaient dans les chars du chemin de fer de Providence, il n'y eut de blessé que l'ingénieur: celui-ci voyant le péril éminant qu'il allait courir par la rencontre des chars, s'élança de sa machine, et dans la chute qu'il fit il se cassa une jambe.

On assure que le contact des voitures fut si fort qu'il fut impossible de trouver des morceaux de planche de dimensions assez grandes pour en faire des litières aux blessés. Voici les noms des personnes qui ont le plus souffert de ce terrible événement. Le lieutenant Rush, J. Cummings, C. W. White, Henry Deady, Toby Townsend, C. Johnson. T. Owens, Lorrine W. Doane et Lucas Larned

---

Découverte d'une île nouvelle dans l'Océan Pacifique.

Le capitaine Swain, du navire Wm. Penn, dans son dernier voyage à l'Océan Pacifique a découvert une île qui n'est tracée sur aucune des cartes existantes. Elle est située à 50 milles au Sud demi Est des îles du Duc de Clarence, c'est-à-dire à 9° 09' de latitude Sud et 171 o 31' longitude Ouest. Cette île est assez basse, mais elle est en partie couverte d'arbres très élevés.

Le New-York Transcript dans un article éditorial intitulé *Chevalerie Typographique* dit: La plupart des imprimeurs de l'Etat du Mississipi ont abandonné leurs *compositeurs* pour prendre le mousquet, et sont partis pour aller renforcer l'armée texienne. En conséquence de cette désertion, l'imprimeur de l'Etat s'est vu forcé de faire publier les lois à New-York, par le manque absolu d'ouvriers.

FETE DE LA CINQUANTAINE.

Nous lisons dans un journal français qu'un couple parisien vient de célébrer dernièrement dans cette capitale le cinquantième anniversaire de ses nôces. L'âge réunis des deux époux était de 150 ans. Sur les 110 convives qui assistaient à cette fête, le plus jeune avait 65 ans; le doyen chargé de la cérémonie de la jarretière en avait quatre-vingts. Le terme moyen de l'âge de chaque individu présent était 7,1 ans, ce qui donnait pour total 7952 années.

RICHESSE DE L'ETAT DE NEW-YORK.

La valeur de la farine récoltée dans l'Etat de New-York, pendant l'année 1835 a été de $20,140,435. Celle des denrées manufacturées dans le même laps de tems s'élève à $65,009,067; le nombre d'acres de terre améliorées est de 9,655,420, bêtes à cornes, 1,885,771; chevaux, 424,895; moutons. 4,261765; cochons, 1,554,388.

La statue équestre de George Washington, qui depuis 17 ans, se trouvait placée dans le jardin de Vauxhall à New-York vient d'être détruite par accident. Le piédestal sur lequel reposait cette statue était supporté par un pilier, représentant la constitution et par seize autres plus petits que celui-ci, symboles des 16 Etats dont se composait alors l'Un on Américaine. Les ouvriers appelés pour réparer le plancher sur lequel reposait la statue, voulurent soulever la masse entière en prénisant tous leurs leviers d'un seul côté. Le cheval et son cavalier perdirent l'équilibre et dans leur chûte ils se brisèrent en une douzaine de morceaux. "La perte de cette belle statue est d'autant plus grande, dit le N. Y-Sun, d'où nous tirons ces détails, que c'est le seul monument public qui ait été élevé à l'honneur du Père de la Patrie."

ETAT SOMMAIRE

DES RECETTES ET DEPENSES DE LA PAROISSE D'ORLEANS, *Du 10 Avril 1835 au 10 Avril 1836.*

RECETTES.

Balance en faveur de la Paroisse le 10 avril 1835	$25125 41
Taxes sur les propriétés foncières, esclaves et billards	26759 97
Taxes arriérées entre les mains du shérif	6610 42
Taxes sur les procès pardevant la Cour de Cité	4560 —
Taxes sur les ordres d'exécutions et mise en possession	707 —
Appropriations de l'Etat pour l'usage des prisons	1000 —
Loyers des cours du 1er. district, Criminelle et du juge Préval	2400 —
TOTAL DES RECETTES	$67462 80

DEPENSES.

Honoraires du juge de la Paroisse, du Président du jury	2541 66
de Police	625 —
Honoraires du secrétaire du jury de Police	500 —
Crieur et constable de la Cour de Paroisse	230 —
Appointemens du Juge de Paix de la rive droite (un quartier)	100 —
Appointemens du Syndic do	100 —
Appointemens du médecin de la Geôle de Paroisse	600 —
Loyer des Prisons	2000 —
Frais et nourriture des prisonniers du 27 fév. 1835 au 31 mars 1836	6421 62
Loyer du Presbitère occupé par les cours de justice, sur lequel les cours du 1er. District, Criminelle et du juge Préval ont payé pour leur part $3400 portées en recette	2600 —
Frais de Coroner, pour l'inspection et levées de corps morts	2035 —
Frais de médecins pour do	1030 —
Frais d'impression et de Bureau	321 37
Frais d'élections	171 50
Construction de la nouvelle prison à valoir	20,000 —
Dépenses casuelles	1832 50
Frais en poursuites criminelles	1990 79
Dépenses de la Cour de Paroisse	2591 48
Frais de Geôle	1385 86
Réparations de chemins et levées	484 50
Cour de Cité.	
Honoraires du juge Président	2965 26
Compensation du Marshall	1000 —
Loyer de la Cour de Cité	700 —
Dépenses de la Cour de Cité	52 —
Commission sur les taxes de la Cour de Cité	114 —
Appointement du Trésorier de la Paroisse	1500 —
TOTAL DES DEPENSES	56666 65
Balance en faveur de la paroisse le 10 avril 1836	$10796 15

A. CRUZAT,
Trésorier de la Paroisse.

JURY de Police de la Paroisse d'Orléans.
Séance du 14 Juillet 1836.

Le comité au quel a été renvoyé l'examen du compte rendu par le trésorier de la paroisse pendant l'espace de neuf semaines du 10 avril 1835 au 10 avril dernier, a l'honneur de vous rapporter:

Qu'il a parcouru avec attention les divers articles de ce compte, tant à l'actif qu'au passif, et s'est fait représenter les pièces et quittances à l'appui, et qu'il a trouvé le tout exact et fidèle.

De l'examen que votre comité a fait de ce compte, il résulte que le montant des recettes pendant l'année qui a expiré le 10 avril 1836, s'est élevé à soixante sept mille quatre cent soixante deux piastres, quatre vingt cents ($67,462 80) en comprenant dans ce chiffre vingt cinq mille quatre cent vingt cinq piastres, quarante et un cents ($25,425 41) montant de la balance dans le trésor au 10 avril 1835; et que les dépenses s'élèvent à $56,666 55, ce qui laisse une balance en faveur de la paroisse de $10,800 25.

Cette différence entre la balance de l'année qui vient de s'écouler et celle de l'année précédente, ne doit pas vous étonner si vous considérez que dans la somme des dépenses se trouve inclus un item de vingt mille piastres ($20,000) déboursées par la paroisse pour sa portion dans les frais de construction des nouvelles prisons. Et a ce sujet votre comité ne croit pas sortir du cercle de ces attributions, en appelant votre attention sur la lenteur et la négligence qui semblent présider à la construction de cet édifice; et en vous engageant dans le bien de l'humanité, et vu l'intérêt majeur de la paroisse dans cette entreprise, à adopter des mesures efficaces pour en accélérer l'achèvement.

Une chose qui a frappé le comité dans le cours de ses observations, c'est que dans une paroisse ou certainement le nombre des esclaves dépasse vingt cinq mille, ils se trouve portés sur la liste des taxes, à moins du tiers de ce chiffre.

Afin de remédier aux fraudes qui se commettent par les propriétaires d'esclave, ne conviendrait-il pas dans les instructions données aux assesseurs, de leur recommander une plus grande vigilance dans l'exercice de leurs devoirs, et la stricte exécution des pouvoirs que les lois mettent à leur disposition.

Votre comité a vu avec peine que le nombre des lovées de corps morts par le Coroner, durant l'année s'est élevé à cent trente six, et en alliant raisonnablement la moitié de ce nombre pour les personnes qui ont pu mourir de maladies ou d'accidents naturels privées d'asiles et de familles, il resterait constant que près de soixante dix individus ont péri dans les rixes privées qui, par malheur surviennent trop fréquemment au sein de notre ville et dont les suites sont presque toujours fatales par l'habitude trop commune du port d'arme défendu.

Le comité considère que l'acte de la Législature du deux avril 1835, amendant l'acte du 6 avril 1830, a porté un préjudice réel à la Paroisse, en changeant le mode de paiement de la taxe sur affaire en litige. Cette taxe était autrefois payée d'avance, et aujourd'hui est portée dans le compte de frais des greffiers de cour, qui n'en tiennent compte au trésorier que lors qu'elle leur a été payée. Aussi remarquons-nous un déchet notable dans le recouvrement de cette taxe depuis le régime de l'acte du deux avril. Votre comité laisse a votre sagesse de décider des mesures qui conviendront pour garantir les intérêts de la paroisse, soit en demandant le rappel de la dernière loi, soit en prenant des arrangemens précis avec les greffiers chargés de la collecte de cette taxe.

En vous soumettant ce rapport, le comité croirait manquer à sa conscience s'il ne vous recommandait l'augmentation des appointements du trésorier de la paroisse. Cet officier ne reçoit qu'un traitement annuel de $1500, et si nous considérons la responsabilité et la multiplicité de ses devoirs et si nous nous rappelons avec qu'elle exactitude et qu'elle probité, le citoyen qui occupe cette charge s'en est toujours acquitté, nous ne reculerons pas devant un surcroit de dépenses qui nous assurera peut-être encore long-temps les services de cet employé intègre, ou, si nous venions à le perdre, nous faciliterait le choix d'un successeur digne de le remplacer.

Le comité conclu en vous soumettant la résolution suivante.

Résolu: Que le compte rendu par Antoine Cruzat, trésorier de la Paroisse d'Orléans pour son administration depuis le 10 avril 1835 jusqu'au 10 avril 1836, soit et demeure approuvé.

Signé OCTAVE DE ARMAS, Rapporteur.
JOSEPH SAUVINET.
LOUIS T. CAZE.

Sur motion de Mr Preston, le Sénat prend en considération la résolution relative au Texas, présentée par le comité des affaires étrangères. L'orateur-fait un tableau animé des événemens qui ont engagé les Texiens à se déclarer indépendans et de leurs divers succès jusqu'à la bataille où Santa-Anna fut fait prisonier. Mon opinion, poursuit-il, est en faveur de la reconnaissance immédiate de cette nouvelle nation, et si j'obéis à la prudence qui dicte la politique actuelle du gouvernement, je n'en désire pas moins ardemment qu'un vote unanime du Sénat sanctionne la sympathie des Etats-Unis pour le Texas et démontre qu'à la première occasion favorable, le Congrès s'empressera de lui donner toute l'assistance qui dépend de son pouvoir. J'ai reçu ce matin même une communication, et je regrette qu'elle ne soit pas parvenue au Sénat d'une manière officielle, transmise par l'exécutif. Il ne pourrait dans ce cas, nous rester aucune hésitation à reconnaître formellement l'indépendance du Texas. Voici la substance de cette dépêche, écrite par le colonel Austin: "L'armistice entre les armées Texienne et Mexicaine a été ratifié par le gouvernement Mexicain; le Texas va être évacué; les nègres et les propriétés seront restitués à leurs propriétaires, les prisonniers de guerre seront échangés; enfin les forts Henry, Goliad et autres places ont été abandonnés par les Mexicains qui sont en pleine retraite sur le Rio Grande." Vous avez dans ces faits, la preuve incontestable que les Texiens sont en possession de leur territoire entier, tandis que le chef des armées Mexicaines, l'âme du gouvernement, le général Santa-Anna enfin reste prisonier entre leurs mains. Un autre fait non moins important, c'est que le Vice-Président du Texas a été nommé commissaire pour traiter avec le gouvernement Mexicain de la reconnaissance de la nouvelle république et qu'il est maintenant en route pour la Vera Cruz, à bord d'un bâtiment Texien, accompagné par le général Santa-Anna, le prisonnier de la nation. La question n'est donc plus si le Texas peut se soutenir, mais si le Mexique peut résister au Texas. Si l'orateur termine en proposant d'ajouter comme amendement, à la résolution: Que le Sénat voit avec satisfaction les mesures que le Président a prises pour connaître exactement quelle est la position civile, militaire et politique du Texas."

Mr Clay votera en faveur de cet amendement, qu'il trouve parfaitement d'accord avec la résolution et les intentions exprimées par le Président.

Mr Webster ne pense pas qu'il puisse y avoir aucune objection à un acte réclamé par l'opinion générale des citoyens américains; il irait même plus loin et si le Président jugeait convenable d'envoyer au Texas un agent diplomatique, il voterait en faveur des allocations nécessaires à son équipement et pour défrayer ses dépenses.

Mr Walker aurait désiré que la résolution stipulât la reconnaissance immédiate de la nouvelle république.

Mr Buchanan croit qu'il y a plus de gloire au Texas d'avoir assuré son indépendance, de l'avoir conquise malgré la lutte sanglante soutenue avec le mexique, seul et sans secours. Il ne doute pas que lorsque le Président n'agisse avec énergie, aussitôt qu'il en trouvera l'occasion favorable.

Mr Calhoun fait l'éloge du rapport présenté par le comité des affaires étrangères et des hautes vues qu'il renferme; c'est été avec plaisir qu'il eut voté pour la reconnaissance immédiate du Texas, si cette mesure avait été compatible avec notre système. Il espère que le Président ouvrira une négotiation d'une importance bien plus grande que l'indépendance pour le Texas, c'est-à-dire pour une incorporation de cette belle province dans l'Union. Cette mesure tendra à augmenter la stabilité de ce pays, à égaliser ces relations politiques et à ouvrir de nouveaux débouchés au commerce.

M. Niles fait quelques remarques sur la nécessité d'être circonspect dans des affaires d'une aussi haute importance.

M. Southard votera en faveur de la résolution et de l'amendement, mais il ne désire pas s'engager dans la question que vient de soulever le sénateur de la Caroline du Sud. Il ne croit pas la lutte entièrement terminée, et dans un pays aussi turbulent que le Mexique, il lui semble que la guerre contre le Texas ne saurait être impopulaire.

M. Benton représente, dans une rapide esquisse, les événemens de la campagne et ses glorieux résultats pour le Texas; il repousse l'accusation que l'on a portée contre les Texiens de n'être que des aventuriers.

M Preston félicite le sénat sur l'unanimité de ses sentimens à l'égard du nouveau peuple; il voit dans cette circonstance un heureux augure pour la cause des Texiens, sur lesquels elle doit produire le plus heureux effet.

La résolution et l'amendement étant mis aux voix, M. Preston réclame l'appel nominal. Tous les sénateurs présens, au nombre de trente-neuf, votent en faveur.

Bâtiment perdu.—Le brick Margaret-Oakley, commandé par le capitaine Morrell, parti de Canton pour New-York au mois de novembre dernier, entra à Singapore le 25 novembre pour réparer quelques petites avaries. Reparti en décembre, ce brick fut rencontré en vue de l'île de France, le 8 février, par le navire Levant, arrivé au port depuis longtemps. Le capitaine Morrell annonça qu'il relâcherait au Cap de Bonne-Espérance, mais un bâtiment qui est parti de cette station le 7 mars dernier n'en a pas eu de nouvelles. Le Margaret-Oakley est un brick de 220 tonneaux, construit dans le Maryland dans l'année 1834; parti de New-York pour aller à la pêche du vesu marin, il y a environ deux ans, ce brick entra à Canton et y prit une cargaison appartenant à divers négocians, d'une valeur de près de $200,000. Le capitaine était bien connu, ayant rapporté en Amérique, à bord du navire Anthracite plusieurs cargaisons de thé. On ignore spécifiquement le sort du brick Margaret-Oakley est donne aujourd'hui entièrement inconnu; les consignataire et les compagnies d'assurances intéressées désirerai ent résoudre leurs conjectures en certitude. Nous espérons donc que ce paragraphe sera copié par les journaux commerciaux des pays étrangers, et que les individus qui peuvent connaître quelques faits d'une date ultérieure à ceux relatés ci-dessus voudront bien les communiquer aux éditeurs du *Journal of Commerce* à New-York.

Navigation à la Vapeur par l'Océan.

Le Capitaine Cobb et la Compagnie de la Navigation Atlantique ont réussi à compléter leurs arrangemens pour établir une ligne de paquebots à vapeur entre New York et Liverpool. Un contrat a été passé avec Messrs. Brown & Bell pour la construction immédiate d'un bâtiment convenable; un autre avec Mr. Paul A. Sabbaton pour une machine, dont les fourneaux devront brûler du charbon anthracite.—A la prochaine session de la Législature, la Compagnie demandera sans doute un acte d'incorporation, avec un capital de deux millions de piastres.

FRANCE.—On écrit de Beaune (Côte-d'Or),

"Un crime épouvantable, et qui ne peut être que le résultat d'une monomanie homicide, vient d'avoir lieu dans la commune de Rully près Beaune. M. R..... père de quatre enfans, commis du boissie Borne, qui il a pas habitation, s'absenta mercredi dernier pour aller à la noce d'une de ses filles établie à quelques lieues, avec le projet de ne revenir que le jeudi dans la soirée. Il laissa à la maison sa femme, enceinte de six mois, et trois de ses enfans, dont deux filles et un garçon, âgé de sept ans, tous en bonne santé.

"Le jeudi, de grand matin, la femme de M. R..... sort de la maison, en appelant à son secours les bûcherons ses voisins, auxquels elle annonce que son fils est mort subitement dans la nuit, suffoqué probablement par suite d'une indigestion. Les voisins accourent et trouvent en effet l'enfant R..... mort dans sa couchette. La femme R..... ne veut pas qu'on aille prévenir son mari et elle envoie une fille de 10 ans chercher faire la déclaration à la commune de Ruffey, et demande que l'attterrement ait lieu dans l'après midi.

"Mais on savait que le femme R..... avait toujours manifesté une grande aversion pour cette enfant, qu'elle prétendait avoir été changé chez la nourrice. On se rappelait qu'en 1833, cette femme, enceinte alors de six à sept mois, avait jeté, au mois de décembre ou de janvier, dans un creux d'eau, ce même enfant alors âgé de trois ans; que, quelques jours après, elle lui avait administré de l'essence de thérébentine dans le but probable de l'empoisonner, et qu'alors M. R..... justement alarmé de la conduite de sa femme, s'était fait d'éloigner l'enfant en l'envoyant chez sa grand'mère, d'où il n'était revenu que depuis trois semaines. Tout le monde fut convaincu qu'elle lui avait donné la mort. Un médecin ayant reconnu des traces non équivoques de strangulation, l'autorité judiciaire s'est transportée au domicile de la femme R..... qui, interrogée d'abord, a été amenée de suite à la maison de détention. Cette femme n'a pas tardé à avouer son crime, et voici comment elle le raconte elle-même:

"Le mercredi, à huit heures et demie du soir, j'ai fait souper mes enfans; je les ai couchés à neuf heures et demie. Sur les dix heures, quand ils son tous endormis, je me lève pour mettre à exécution l'idée fixe qui me tourmentait depuis plusieurs jours. Lorsque je suis dans la chambre où était couché mon fils et sur le point de commencer l'exécution de mon projet, j'entends frapper dans le cellier qui touche cette chambre. Emue à ce bruit, je m'avance pour en reconnaître la cause et m'assurer s'il n'y a personne. N'ayant rien vu, mon mauvais génie l'emporte, je m'avance vers la couchette de mon garçon. Il se réveille.....cette fois, lui dis-je, il faut que tu y passes..... Au moment où je vais lui serrer le cou avec une cravatte, "*Maman*, s'écrie t-il en passe petit, *maman, je vous donne ma part.*" Ce mot resté inachevé, je serre si fort que je l'étrangle. Quand je suis assurée qu'il est mort, je viens, hors de moi, me jeter sur mon lit où je reste jusqu'au matin dans la même position. Lorsque le jour paraît, je suis tout étonnée de retrouver à côté de moi une de mes filles, je croyais l'avoir étouffée comme son frère."

C'est elle-même qui raconte ainsi l'événement; et lorsqu'on lui demande comment elle n'a pas été arrêtée par le voisin auquel elle a dit que son fils lui demandait pardon; mais je n'ai rien fait, dis-elle, je ne m'en possédais plus; j'étais tourmentée par l'idée de la mer et quelque précaution qu'on eut prise pour me le soustraire, j'aurais toujours trouvé moyen de lui donner la mort tôt ou tard.

Aujourd'hui cette malheureuse mère, qui sent depuis hier seulement toute l'énormité de son crime, est plongée dans la désolation, et prévoyant le sort qu'elle la mérité, cette infortunée ne se plaint plus que de vieillir mère, que ses trois autres enfans et son excellent mari, le meilleur et le plus estimable des hommes."—*Jour. des Débats.*

—On écrit de Campagne, le 25 avril.

Le 11 novembre 1833, des ossemens humains furent trouvés enfouis sur le versant d'une montagne, à 15 pieds au-dessous d'un chemin situé à mi-côté dans un endroit isolé et inculte, lieu dit la Cavée de l'Arc, commune de Cambroune, arrondissement de Campagne, à trois quarts de lieue environ de la grande route de Paris à St. Quentin. La justice informa. Mr le docteur Villette, "appelé sur les lieux, établit dans un rapport fort remarquable et par des raisonnemens d'une déduction simple et logique, que ces ossemens avaient appartenu à un jeune garçon de 8 ans, dont la mort devait remonter à 15 ou 20 ans. Les recherches faites à cette époque n'ont depuis pour acquérir quelques lumières relativement à cette malheureuse infortune, sont demeurées infructueuses; on soupçonnait un crime. Les soupçons à cet égard viennent de se changer en certitude. En effet, le 16 avril dernier, on a découvert dans la Cavée de l'Arc un autre squelette paraissant être fortement consolidé; il gisait à quelques pas seulement de l'endroit où avait eu lieu les fouilles de 1833. Ce sol très sablonneux ayant été mis pour en extraire plus facilement les ossemens de l'enfant dont on vient de parler, les pluies survenues depuis ont produit l'éboulement des terres supérieures, et on a découvert ce second squelette, qui a dû appartenir à un homme de 5 pieds 6 pouces, et de 30 à 40 ans d'âge, à en juger par le volume de la tête et par la dention encore complète de l'individu; les dents sont d'une beauté remarquable et parfaitement rangées. Il n'existe aucune fracture soit au crâne, soit aux autres os. Une énorme pierre avait été placée sur la tête du cadavre, qu'elle n'a pas entièrement brisée. Le rapport dressé par l'homme de l'art, qui accompagnait sur les lieux Mr Desmonchy, juge d'instruction, et Mr Bazenery, substitut, est venu confirmer le travail de l'habile docteur Villette. Mr Dussart a admis sans hésiter toutes les données du savant médecin. Pas de doute que la Cavée de l'Arc ait été le théâtre d'un double crime, aujourd hui prescrit quant à la peine mais qu'il n'en serait pas moins important de constater. Tout porte à croire que les malheureux enterrés à la cavée étaient étrangers au pays. Il était permis de rechercher ici une conjecture basée sur des inductions morales plutôt que sur des faits, nous dirions que ces individus n'appartenaient pas aux classes inférieures de la société. Nous avons au contraire une conviction toute différente. Une grande publicité donnée à de tels faits, pourrait amener des résultats, sinon dans des vues de répression, du moins dans des intérêts de famille.

Il serait à désirer que ces détails fussent connus surtout dans les départemens limitrophes du département de l'Oise. Il est nécessaire de faire remarquer, en terminant, que les os en général, et notamment ceux du bassin, étant très altérés, il n'a pas été possible à l'homme de l'art d'affirmer d'une manière positive que les ossemens nouvellement découverts aussent appartenu à un individu du sexe masculin, et qu'il n'existe à cet égard que des présomptions graves, résultant du volume du crâne, de la dimension de la mâchoire, de la forme des clavicules et des mailles osseuses.

—La séance publique de la Société royale et centrale d'Agriculture, vient d'avoir lieu sous la présidence de Mr. Passy, ministre du commerce et des travaux publics. Mr le ministre a prononcé un discours sur les progrès introduits dans les pratiques agricoles par des cultures plus variées de plantes sarclées, et des prairies artificielles qui permettent la suppression des jachères, et prévinnent les encombremens de produits nuisibles trop exclusivement récoltés. Mr. Soulange-Bodin, vice-secrétaire, a lu un rapport sur l'ensemble des travaux de la Société en 1835.

Mr le vicomte Héricart de Thury a fait un rapport sur le concours relatif au desséchement des terres et à l'écoulement des eaux pluviales, au moyen de puisards perfores artificiellement. Un prix de 1,000 à été accordé à Mr. Henry Lauro, et des grandes médailles d'argent à Mr Hast er Dumoussoi et à Mr Renard; Mr. Dor, docteur en médecine, a obtenu un ouvrage de prix au même concours.

Sur le rapport de Mr Huzard père, plusieurs médailles et mentions honorables ont été décernées à MM. Moasis, Canu, Gayot, Didry, Sargot et Blavette, vétérinaires; et l'on a rappelé les ouvrages publiés et les récompenses reçues précédemment par MM.